



Résumé

Avant le 27^e Conférence des parties (COP27) à la Convention-cadre des Nations Unies sur le Changement climatique (CCNUCC), lorsque l'Initiative sur l'action climatique et la nutrition (I-CAN) a été officiellement lancée par le gouvernement égyptien, les mondes de la nutrition et du climat étaient relativement étrangers. Le principe de l'I-CAN est qu'une plus grande intégration de la réflexion, de la planification, de l'action et du financement en matière climatique peut ouvrir de nouvelles opportunités d'action en faveur du climat et de la nutrition, conduisant à une amélioration accélérée des résultats dans les deux domaines. Le potentiel ressort clairement du document complémentaire I-CAN « Climate Action and Nutrition: Pathways to Impact »¹ (*Action climatique et nutrition : voies vers l'impact*), dirigé par la FAO.

Mais comment évaluer les niveaux actuels d'intégration et les possibilités de la renforcer ? C'est là qu'intervient ce rapport de référence qui évalue l'intégration et identifie les opportunités d'agir conjointement. La mauvaise nouvelle dans ses résultats est qu'en général, le climat et la nutrition ne sont pas bien liés. La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreuses exceptions, qui permettent une connexion bien plus grande et donc une action plus importante. Ce rapport encourage les décideurs politiques et les chercheurs dans les domaines du climat et de la nutrition à réfléchir de manière globale aux liens inhérents entre leurs travaux. Il existe de nombreuses possibilités d'accroître l'impact, mais nous ne les exploitons pas actuellement.

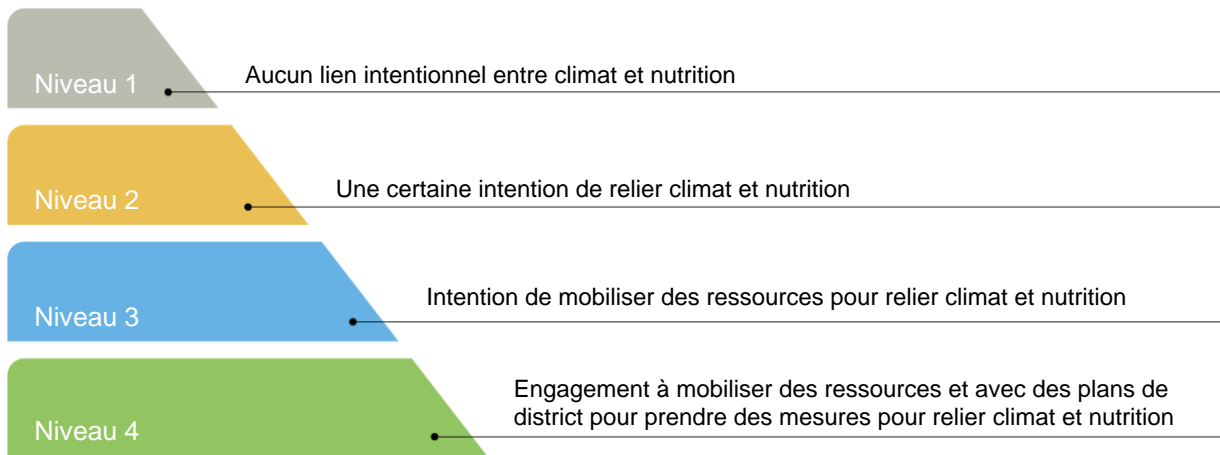
Ce résumé présente un aperçu des principales conclusions dans chaque domaine et des recommandations pour aller de l'avant. Les résultats sont publiés au niveau mondial ou régional pour donner un aperçu de l'état actuel de l'action, plutôt que pour évaluer des pays ou des organisations individuels. D'autres données de notre analyse peuvent être mises à disposition sur demande.

Vingt indicateurs ont été sélectionnés pour la référence I-CAN². Celles-ci ont été élaborées lors de la COP27 en novembre 2022 comme point de départ pour mesurer la situation actuelle du monde en matière d'actions intégrées entre climat et nutrition, plutôt qu'une liste entièrement exhaustive de tous les domaines pertinents. Cette analyse utilise une méthodologie à quatre niveaux pour évaluer le degré d'intégration entre climat et nutrition. Chaque point de données, pour chaque indicateur, est classé selon l'un des quatre niveaux allant de l'absence d'intégration (niveau 1) à une forte intégration avec des plans d'action concrets (niveau 4), comme indiqué sur la [Figure 1](#). Ces quatre niveaux sont utilisés pour classer les plus de 1 500 points de données pour les 13 indicateurs présentés dans ce rapport. De futures révisions des indicateurs de référence et des méthodes d'analyse sont attendues, notamment pour rendre la liste plus complète et rendre la méthodologie plus robuste à mesure que notre compréhension des liens climat-nutrition s'approfondit.

¹ FAO, 2023a

² 20 indicateurs de référence ont été initialement définis par la présidence égyptienne lors de la COP27. Seuls 13 d'entre eux ont été analysés dans ce rapport en raison de la disponibilité des données, de leur faisabilité et de leur pertinence. Plus de détails à ce sujet sont expliqués dans le Tableau 1.

Figure 1 : Niveaux d'intégration entre climat et nutrition



Pilier 1 : Mise en œuvre, action et soutien

Le premier pilier se concentre sur la question de savoir si les politiques et les programmes prévoient de prendre des mesures pour aborder le climat et la nutrition. Les trois indicateurs suivants du premier pilier sont évalués dans ce rapport :

- Indicateur 1.1** Nombre de contributions déterminées au niveau national (CDN) qui incluent des actions liées à la nutrition
- Indicateur 1.2** Nombre de plans nationaux d'adaptation (PNA) au climat qui incluent des actions liées à la nutrition
- Indicateur 1.4** Nombre de plans nationaux de nutrition (PNN) faisant référence au climat

Ces trois indicateurs sont tous évalués au niveau national.

Les CDN ont globalement montré les niveaux d'intégration climat-nutrition les plus faibles, seulement 2 % de celles-ci se classant au niveau d'intégration le plus élevé (niveau 4), contre 16 % des PNA et 28 % des PNN. Il a été constaté que 60 % des CDN n'avaient aucun lien intentionnel entre le climat et la nutrition (niveau 1), contre seulement 21 % des PNA et 22 % des PNN.

Bien que la nutrition ne soit pas mentionnée explicitement, de nombreux CDN et PNA mentionnent la sécurité alimentaire. 73 % des CDN et 95 % des PNA mentionnent le mot-clé « sécurité alimentaire », contre 40 % des CDN et 79 % des PNA qui mentionnent le mot-clé « nutrition ».

Bien que les PNA et les PNN aient des niveaux d'intégration plus élevés que les CDN dans leur ensemble, la majorité des documents relèvent du niveau 2 : des liens ont été établis entre la nutrition et le climat, mais le niveau d'engagement politique n'a pas encore atteint un stade permettant de prendre des mesures concrètes. 40 % des PNA et 34 % des PNN sont au niveau 2.



Pilier 2 : Renforcement des capacités, transfert de données et de connaissances

Le deuxième pilier se concentre sur les questions liées au transfert de connaissances, au renforcement des capacités et aux données pour la prise de décision. Les trois indicateurs suivants du deuxième pilier sont évalués dans ce rapport :

- **Indicateur 2.2a** Nombre de pays ayant mené une évaluation de la vulnérabilité (EV) au changement climatique et à la santé incluant la nutrition
- **Indicateur 2.2b** Nombre de portails de données et de connaissances qui associent climat et nutrition
- **Indicateur 2.3** Nombre de références à des articles sur la science de la nutrition dans les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)
- **Indicateur 2.4** Le Rapport sur la nutrition mondiale (RNM) suit les actions d'adaptation au climat favorisant la nutrition

L'indicateur 2.2a est évalué au niveau national, tandis que les indicateurs 2.2b, 2.3 et 2.4 sont évalués au niveau mondial.

L'analyse de ce pilier a révélé une image mitigée de l'intégration selon différents indicateurs. Les deux derniers rapports du GIEC analysés ont atteint le plus haut niveau d'intégration, avec de nombreuses considérations approfondies sur la nutrition. Pour le RNM, 95 % des engagements des parties prenantes qu'il surveille ne prennent pas du tout en compte la durabilité climatique ou environnementale. La plupart des engagements visant l'amélioration du climat émanaient d'agences de développement ou d'organisations internationales plutôt que de gouvernements.

96 % des 42 EV nationales évaluées incluaient une certaine prise en compte de la nutrition. Cependant, seuls 44 % des pays invités à participer à l'analyse EV disposaient d'informations complètes dans la section « Malnutrition et maladies d'origine alimentaire ».

38 % des portails de données et de connaissances n'ont montré aucun lien entre climat et nutrition (niveau 1). Un bon nombre de portails présentent effectivement une analyse des concepts climat-nutrition, mais davantage de travail doit être effectué sur les portails qui relient les preuves et les statistiques liées au climat et à la nutrition, seulement 8 % des portails affichant cela (niveau 4).

Pilier 3 : Politique et stratégie

Le troisième pilier se concentre sur les politiques, stratégies et lignes directrices nationales et infranationales liées à l'alimentation. Les deux indicateurs suivants sont analysés dans ce rapport :

- **Indicateur 3.2** Nombre de lignes directrices diététiques basées sur l'approche alimentaire (en anglais : food-based dietary guidelines - FBDG) qui incluent des considérations climatiques
- **Indicateur 3.3** Nombre de pays qui prennent en compte le climat dans les décisions d'achat de produits alimentaires dans les lieux publics (par ex. repas scolaires et alimentation scolaire, établissements de santé et de soins), ainsi que dans les filets de sécurité et les programmes d'urgence

Ces deux indicateurs sont tous deux évalués au niveau national.

Trois indicateurs de ce pilier n'ont pas pu être évalués avec précision, ce qui reflète la complexité de l'identification de données disponibles, précises et centralisées liées aux politiques et stratégies au niveau national. Ces deux indicateurs qui ont pu être évalués ont tous deux exploité des bases de données multilatérales à grande échelle existantes des Nations Unies, dont l'une avait une couverture imparfaite. Il est donc possible que les considérations climatiques dans les achats publics de produits alimentaires soient plus importantes que ce que laisse entendre cette analyse.

Pour les deux indicateurs, la majorité des pays ne prennent pas en compte le climat. 54 % des FBDG et 83 % des politiques publiques d'achat de produits alimentaires liées à la nutrition se situent au niveau d'intégration le plus bas (niveau 1). Au niveau régional, les considérations les plus solides en matière de climat et de durabilité sont venues des pays d'Europe de l'Ouest et du Nord, les pays scandinaves affichant systématiquement les niveaux de considération climatique les plus approfondis.

De nombreuses FBDG incluent des recommandations nutritionnelles qui pourraient être alignées sur les objectifs climatiques, comme manger moins d'aliments ultra-transformés. Cependant, ces recommandations sont actuellement formulées dans une perspective nutritionnelle plutôt que climatique, ce qui laisse la possibilité d'établir des liens plus explicites avec le climat. Il existe également une légère corrélation entre les éditions plus récentes des FBDG et les considérations climatiques croissantes au fil du temps.

Pilier 4 : Investissements

Le quatrième pilier se concentre sur les flux d'investissement en faveur du climat et de la nutrition. Les quatre indicateurs suivants sont évalués dans ce rapport :

- ▶ **Indicateur 4.1** Valeur des initiatives du Fonds vert pour le climat (FVC) qui incluent des considérations nutritionnelles
- ▶ **Indicateur 4.2** Valeur des prêts de la Banque mondiale qui soutiennent la nutrition et le climat
- ▶ **Indicateur 4.4** Nombre d'entreprises de la World Benchmark Alliance (WBA) qui obtiennent de bons résultats en matière de nutrition et de durabilité
- ▶ **Indicateur 4.5** Valeur de l'aide publique au développement (APD) pour le climat liée à la nutrition

Ces quatre indicateurs sont tous évalués au niveau mondial.

Une tendance claire était présente dans ce pilier : le financement et les investissements pour les programmes liant à la fois le climat et la nutrition sont très limités. Par exemple, de 2021 à 2022, seulement 3 % des subventions du FVC comprenaient des interventions spécifiquement conçues pour aborder la nutrition (niveau 4).

Pour les financements de la Banque Mondiale (BIRD et IDA³) de 2018 à 2022, 86 % des projets incluaient des thèmes climatiques, tandis que seulement 6 % des projets incluaient des thèmes de nutrition (en particulier la nutrition, et non la sécurité alimentaire). Moins de 1 % des projets incluaient à la fois des thèmes liés au climat et à la nutrition.

Sur 350 entreprises agroalimentaires WBA⁴, aucune n'a obtenu un score au niveau le plus élevé d'intégration climat-nutrition (niveau 4) et seulement 10 % ont obtenu un score au niveau inférieur (niveau 3). En valeur monétaire (en USD), seulement 1 % du financement de l'APD en faveur du climat en 2019-2021 mentionnait explicitement la nutrition, et ce chiffre s'élève à 11 % en mentionnant des mots-clés pertinents pour la nutrition. Il est clair que le financement est le pilier dans lequel l'intégration climat-nutrition est la plus faible et la plus déficiente.

³ La BIRD est la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. L'IDA est l'Association internationale de développement. Tous deux appartiennent au Groupe de la Banque mondiale. Seuls les projets de la BIRD et de l'IDA ont été analysés pour cet indicateur compte tenu de l'exactitude et de la disponibilité des données.

⁴ La WBA est une organisation à but non lucratif qui évalue et classe certaines des entreprises les plus importantes et les plus influentes au monde en fonction de leur contribution aux objectifs de développement durable des Nations Unies.



Résumé de tous les résultats

Le tableau 1 présente les résultats pour chaque indicateur, à chaque niveau de classification⁵.

Tableau 1 : Résumé de tous les indicateurs et résultats⁶

Indicateur	Nombre de documents analysés	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Pilier 1 : Mise en œuvre, action et soutien					
1.1 Nombre de contributions déterminées au niveau national (CDN) qui incluent des actions liées à la nutrition ⁷	166 CDN	99 CDN (60 %)	41 CDN (25 %)	23 CDN (14 %)	3 CDN (2 %)
1.2 Nombre de plans nationaux d'adaptation (PNA) au climat qui incluent des actions liées à la nutrition	43 PNA	10 PNA (23 %)	16 PNA (37 %)	10 PNA (23 %)	7 PNA (16 %)
1.3 Nombre d'interventions et de programmes nutritionnels tenant compte du climat	Nous sommes convenus avec nos partenaires OMS, FAO et SUN de supprimer cet indicateur en tant que tel, car il est couvert par d'autres indicateurs, par exemple 1,4 sur les PNN ou 3.2 sur les FBDG				
1.4 Nombre de plans nationaux de nutrition (PNN) faisant référence au climat	50 PNN	12 PNN (24 %)	13 PNN (26 %)	11 PNN (22 %)	14 PNN (28 %)
1.5 Nombre de partenariats multilatéraux significatifs dans le domaine climat-nutrition	L'analyse a été initialement menée sur cet indicateur. Cependant, le groupe de travail I-CAN estime que les données ne reflètent pas la véritable nature de l'intégration entre climat et nutrition. Voir la section sur l'indicateur 1.5 pour une explication.				
Pilier 2 : Renforcement des capacités, transfert de données et de connaissances					
2.1 Valeur des programmes publics de financement de la R&D qui relient climat et nutrition	Données insuffisantes pour une évaluation précise. Le panel A explique pourquoi cela est important, quelles sont les capacités actuelles et à quoi pourrait ressembler une base de données à cet effet.				
2.2a Nombre de pays ayant mené une évaluation de la vulnérabilité (EV) au changement climatique et à la santé incluant la nutrition ⁸	42 EV	2 EV (5 %)	13 EV (31 %)	23 EV (55 %)	4 EV (10 %)
2.2b Nombre de portails de données et de connaissances qui associent climat et nutrition	26 portails	10 portails (38 %)	9 portails (35 %)	5 portails (19 %)	2 portails (8 %)
2.3 Nombre de références à des articles sur la science de la nutrition dans les rapports du GIEC ⁹	2 rapports	0	0	0	
2.4 Le Rapport mondial sur la nutrition suit les actions d'adaptation au climat favorisant la nutrition	434 engagements RNM	414 engagements (95 %)	13 engagements (3 %)	3 engagements (1 %)	4 engagements (1 %)

suite →

⁵ Les pourcentages pour chacun des quatre niveaux de classification indiqués ici peuvent totaliser 99 % ou 101 %, au lieu de 100 %, en raison des arrondis. Nous avons conservé les données dans ce format ici et dans les graphiques suivants afin de refléter les pourcentages les plus précis à chacun des niveaux de classification.

⁶ À l'avenir, une réorganisation des indicateurs pourrait être justifiée, à mesure que l'I-CAN continue de se développer. Cela pourrait inclure la reformulation des indicateurs, la renumérotation des indicateurs, la suppression des indicateurs actuels ou l'ajout de nouveaux indicateurs. Nous avons laissé ici l'intégralité des 20 indicateurs originaux développés lors de la COP27 pour une transparence totale et pour correspondre à la formulation originale présentée par la présidence égyptienne.

⁷ L'Union européenne a soumis une CDN commune pour 27 pays, que nous avons comptés comme 1 CDN dans cette analyse.

⁸ Les documents d'EV ne sont pas accessibles au public. Informations tirées du [Rapport d'enquête de l'OMS sur la santé et le changement climatique](#) (OMS, 2021b).

⁹ Source : [Rapport de synthèse AR6 : Changement climatique 2023](#) (GIEC, 2023), et [Rapport spécial sur le changement climatique et l'utilisation des terres](#) (GIEC, 2019)



Indicateur	Nombre de documents analysés	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
Pilier 3 : Politique et stratégie					
3.1 Nombre de pays qui promeuvent des aliments nutritifs respectueux du climat, tels que les espèces négligées et sous-utilisées (en anglais : neglected underutilised species ou NUS) et les cultures et aliments de base enrichis/biofortifiés		Données insuffisantes pour une évaluation précise. Le panel B explique pourquoi cela est important, quelles sont les capacités actuelles et à quoi pourrait ressembler une base de données à cet effet.			
3.2 Nombre de lignes directrices alimentaires basées sur des aliments traditionnels qui incluent des considérations climatiques	70 FBDG	38 FBDG (54 %)	18 FBDG (26 %)	6 FBDG (9 %)	8 FBDG (11 %)
3.3 Nombre de pays qui prennent en compte le climat dans les décisions d'achat de produits alimentaires dans les lieux publics (par ex. repas scolaires et alimentation scolaire, établissements de santé et de soins), ainsi que dans les filets de sécurité et les programmes d'urgence ¹⁰	93 pays	77 pays (83 %)	9 pays (10 %)	4 pays (4 %)	3 pays (3 %)
3.4 Nombre de campagnes pour une alimentation saine faisant également référence à la durabilité, en particulier pour les enfants		Données insuffisantes pour une évaluation précise. Le panel C explique pourquoi cela est important, quelles sont les capacités actuelles et à quoi pourrait ressembler une base de données à cet effet.			
3.5 Nombre de pays dotés de systèmes de contrôle alimentaire adaptés aux risques accrus en matière de sécurité alimentaire associés au changement climatique		Données insuffisantes pour une évaluation précise. Les panels D et E expliquent pourquoi cela est important, quelles sont les capacités actuelles et à quoi pourrait ressembler une base de données à cet effet.			
Pilier 4 : Investissements					
4.1 Valeur des initiatives du Fonds vert pour le climat qui incluent des considérations nutritionnelles ¹¹	4 343 M\$ provenant de 51 projets (32 en 2021, 19 en 2022)	1 320 M\$ en 2021 (45 %), 958 M\$ en 2022 (66 %)	711 M\$ en 2021 (25 %), 273 M\$ en 2022 (19 %)	795 M\$ en 2021 (27 %), 167 M\$ en 2022 (12 %)	76 M\$ en 2021 (3 %), 43 M\$ en 2022 (3 %)
4.2 Valeur des prêts de la Banque mondiale qui soutiennent la nutrition et le climat	Pour le financement de la Banque mondiale (BIRD et IDA) de 2018 à 2022, 86 % des projets de 2018 à 2022 incluaient des thèmes climatiques et 6 % des projets incluaient des thèmes de nutrition. Moins de 1 % des projets incluaient à la fois des thèmes liés au climat et à la nutrition.				
4.3 Valeur des fonds d'investissement à impact alimentaire qui intègrent des considérations climatiques	Données insuffisantes pour une évaluation précise. Nous avons présenté les données du GIIN sur les investissements qui ciblent (largement) les ODD liés au climat et les ODD liés à la nutrition. Le panel F explique pourquoi cet indicateur est important et comment faire progresser sa collecte à l'avenir.				
4.4 Nombre d'entreprises de la World Benchmark Alliance qui obtiennent de bons résultats en matière de nutrition et de durabilité ¹²	350 entreprises	252 entreprises (72 %)	63 entreprises (18 %)	35 entreprises (10 %)	0 entreprises
4.5 Valeur de l'APD pour le climat liée à la nutrition	Les données de financement liées au climat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour la période 2019-2022 ont été analysées. Les données sont présentées sur les figures 18 et 19.				

¹⁰ L'analyse de cet indicateur a été réalisée par l'équipe de consultants de l'OMS.

¹¹ Les propositions de financement approuvées pour les 51 projets du FVC (telles qu'accessibles au public sur le portefeuille de projets en ligne du FVC) de 2021 à 2022 ont été analysées. Veuillez consulter la note spéciale sur les indicateurs financiers à l'annexe 2 pour plus de détails.

¹² Source : *Benchmark 2021 de l'alimentation et de l'agriculture par la WBA*. Veuillez noter que la WBA vient de publier son *Benchmark 2023 de l'alimentation et de l'agriculture* en octobre 2023. Les données utilisées dans notre analyse de base étaient auparavant accessibles au public sur le site web de la WBA et ont été collectées en avril 2023. Nous avons été informés par l'équipe WBA que leur méthodologie a également été mise à jour à la dernière version du Benchmark de l'alimentation et de l'agriculture. Les développements futurs de l'analyse de base I-CAN devraient en tenir compte.

Introduction

Notre état nutritionnel aide à déterminer notre potentiel humain individuel. Dans le même temps, notre capacité à atténuer le changement climatique et à nous y adapter déterminera notre potentiel collectif. Les deux potentiels sont soumis à de fortes contraintes. Le Rapport mondial sur la nutrition 2021 indique qu'« au rythme actuel des progrès, les objectifs mondiaux en matière de nutrition ne seront pas atteints d'ici 2025 à l'échelle mondiale et dans la plupart des pays du monde... Seuls sept pays sont en passe d'atteindre quatre des six objectifs en matière de nutrition maternelle, infantile et du jeune enfant d'ici 2025, alors qu'aucun pays n'est 'sur la bonne voie' pour stopper la hausse de l'obésité chez les adultes »¹³. Seuls 15 % des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies sont en bonne voie¹⁴, avec des progrès sur l'ODD 2 : « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable » étant en retard sur sa progression attendue. Pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, les émissions de gaz à effet de serre (GES) doivent culminer avant 2025 au plus tard et diminuer de 43 % d'ici 2030¹⁵. Le changement climatique devrait causer 250 000 décès prématurés supplémentaires d'ici 2050¹⁶ et plonger plus de 100 millions de personnes dans l'extrême pauvreté dès 2030¹⁷. Nous devons agir maintenant pour tirer parti des opportunités d'amélioration des résultats climatiques et nutritionnels.

Il existe de solides liens scientifiques, programmatiques et politiques entre le climat et la nutrition. Par exemple, les régimes alimentaires nutritifs pauvres en aliments hautement transformés et emballés ainsi qu'en aliments d'origine animale ont également tendance à être moins émetteurs de GES. Mettre l'accent sur la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires est bon pour la nutrition, car les aliments les plus périssables ont tendance à être aussi parmi les plus nutritifs. Il existe de nombreux autres domaines dans lesquels le potentiel d'accélération conjointe de l'action en faveur de la nutrition et du climat est évident. Quatre systèmes de base sont identifiés dans un document technique, *Climate Action and Nutrition: Pathways to Impact*¹⁸ (*Action climatique et nutrition : voies vers l'impact*), développé par la FAO dans le cadre des travaux de l'I-CAN.

Il s'agit notamment de l'agroalimentaire, de l'eau, de la protection sociale et des systèmes de santé. Des solutions gagnant-gagnant peuvent être trouvées pour le climat et la nutrition, mais ce potentiel d'action commune ne sera réalisé qu'en se concentrant intentionnellement sur la nutrition et le climat simultanément.

Le principe de l'I-CAN, lancé lors de la COP27 sous la direction du gouvernement égyptien, est que nous pouvons accélérer l'action en faveur du climat et de la nutrition en abordant les liens entre les deux questions.

Dans ce rapport, nous nous demandons : dans quelle mesure les décideurs sont-ils prêts à tirer parti des opportunités conjointes pour accélérer l'action en faveur du climat et de la nutrition ? L'objectif de cette analyse est de quantifier le degré d'intégration entre l'action climatique et nutritionnelle en établissant une référence à travers 20 indicateurs identifiés lors du lancement de l'I-CAN en novembre 2022, regroupés sous quatre piliers :

- ▶ **Pilier 1** : Mise en œuvre, action et soutien
- ▶ **Pilier 2** : Renforcement des capacités, transfert de données et de connaissances
- ▶ **Pilier 3** : Politique et stratégie
- ▶ **Pilier 4** : Investissement

Nous avons évalué le degré d'intégration entre climat et nutrition pour 13 indicateurs. Pour 5 indicateurs, les données étaient insuffisantes pour établir une référence. Pour 2 autres indicateurs, la référence n'était pas applicable.

Notre intention en publiant cette analyse est triple. Nous espérons que ces chiffres pourront servir de miroir pour réfléchir à notre situation actuelle. Tel un phare, pour nous guider là où nous voulons être. Enfin, en guise de coup de projecteur, pour découvrir de nouvelles opportunités de connexion et apprendre les uns des autres.

¹³ RNM, 2021

¹⁴ Remarques du secrétaire général des Nations Unies au Forum politique de haut niveau sur le développement durable, septembre 2023

¹⁵ Source : Site web officiel de la CCNUCC

¹⁶ OMS, 2021a

¹⁷ Banque mondiale, 2015

¹⁸ FAO, 2023a

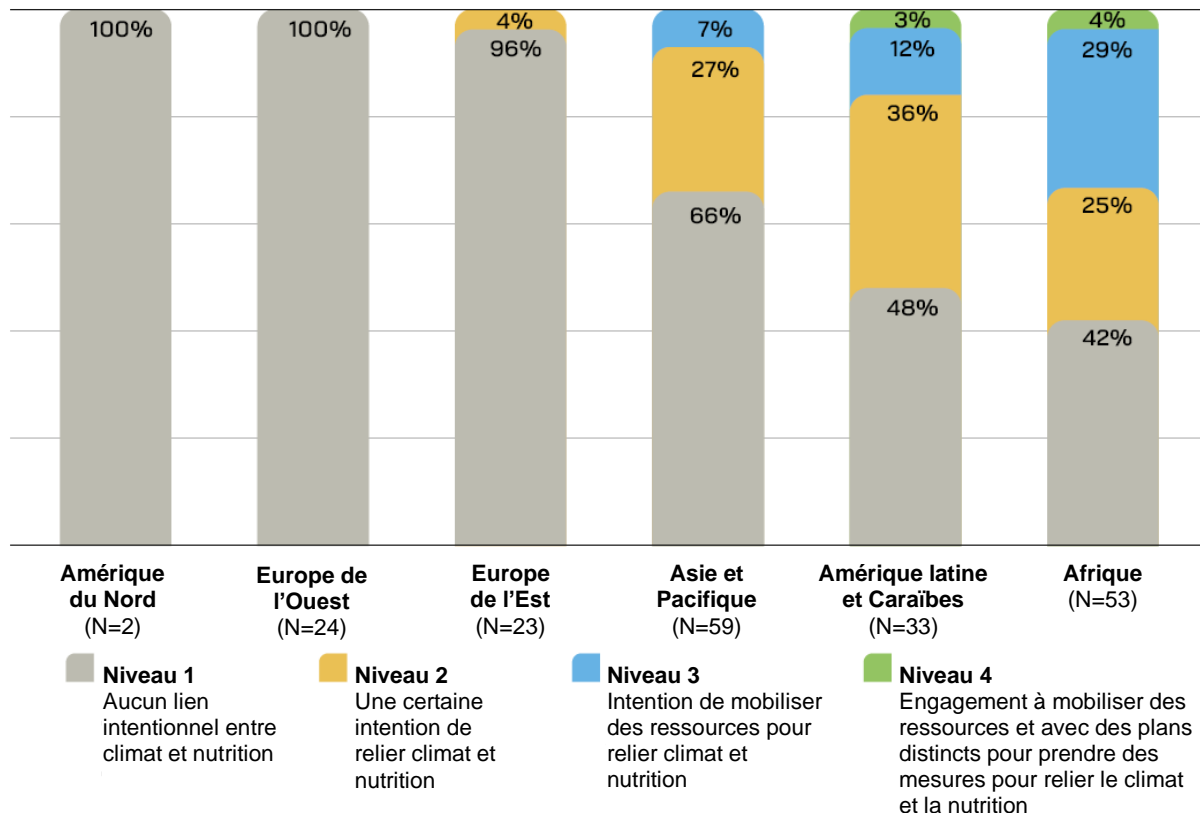
Principales conclusions et thèmes

Les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ouvrent la voie en action

La plupart des pays dotés de politiques montrant un degré élevé d'intégration en matière de climat et de nutrition viennent d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine et des Caraïbes. Avec les CDN, il a été constaté que tous les pays d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale n'avaient aucune intégration en matière de nutrition (niveau 1). En comparaison, 58 % des CDN africaines prenaient en compte des considérations liées à la nutrition, dont 4 % relevaient du niveau d'intégration le plus élevé (niveau 4).

Cela est probablement dû aux niveaux de risque plus élevés posés par le changement climatique et à l'importance accrue accordée au soutien technique à la nutrition dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Dans ces pays, l'importance d'une approche multisectorielle a été soulignée depuis plus d'une décennie, avec plus de comités de nutrition que dans les pays à revenu élevé (PRÉ). Il va de soi que les engagements en faveur de la nutrition seraient plus importants, compte tenu des effets plus visibles de la malnutrition, d'un soutien technique plus important et d'un accueil politique plus élevé à l'assistance technique en matière de nutrition.

Figure 2 : Niveaux CDN par région (% de la région totale, N = 192)¹⁹



Source des CDN : Registre des CDN de la CCNUCC, version de juin 2023

¹⁹ Les répartitions régionales sont tirées des regroupements d'États membres utilisés par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences des Nations Unies. Source : [Groupes régionaux d'États membres](#).



Très peu de pays à revenu élevé affichent des niveaux élevés d'intégration. L'exception concerne les régimes alimentaires durables, pour lesquels les pays d'Europe de l'Ouest et du Nord apparaissent comme des leaders, comme pour les FBDG et l'approvisionnement alimentaire.

Le financement de la nutrition est à la traîne par rapport aux politiques

Le financement actuel des projets liés à la nutrition est limité. Pour le financement du FVC, 66 % du financement en 2022 et 45 % du financement en 2021 n'avaient aucun lien spécifique avec la nutrition. Seulement 11 % des subventions d'APD de 2019 à 2021 mentionnaient des concepts liés à la nutrition, et seulement 1 % mentionnait explicitement la nutrition. Bien qu'ils soient encore en chantier, les documents politiques montrent un certain engagement en faveur de l'intégration du climat et de la nutrition. Un financement adéquat doit être mis en œuvre pour catalyser l'action dans ces domaines.

Pour le financement de la Banque mondiale (BIRD et IDA) de 2018 à 2022, 86 % des projets de 2018 à 2022 incluaient des thèmes climatiques, contre seulement 6 % des projets incluant des thèmes de nutrition (en particulier la nutrition, par opposition à la sécurité alimentaire). Moins de 1 % des projets incluaient à la fois des thèmes liés au climat et à la nutrition. Même si les thèmes climatiques ont été inclus dans un plus grand nombre de projets, l'engagement financier dans des projets incluant des thèmes nutritionnels était probablement beaucoup plus élevé, même si la nutrition globale est encore nettement moins financée que le climat.

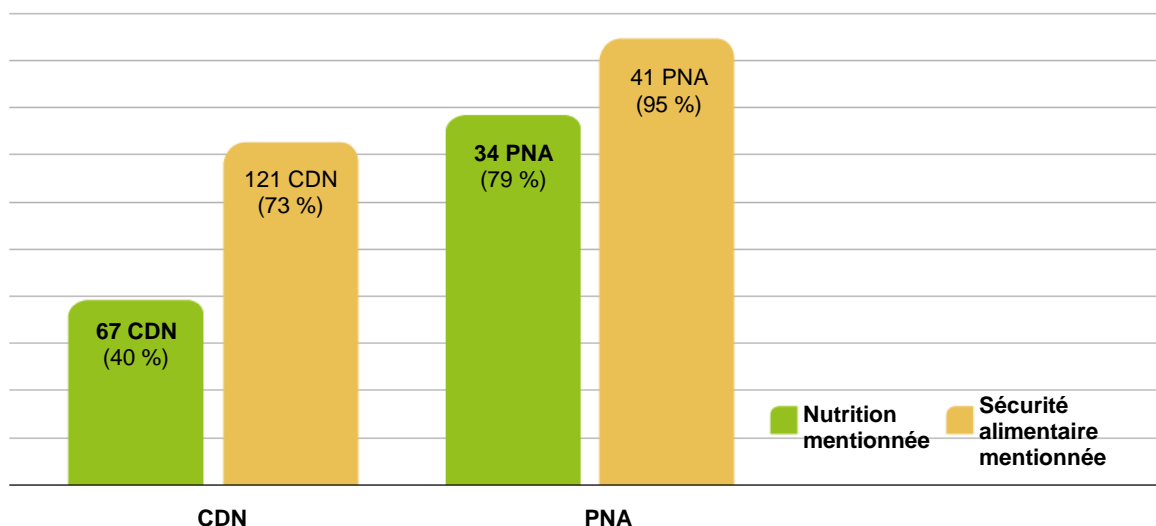
La nutrition a tendance à être confondue avec la sécurité alimentaire et est sous-représentée, mais les complémentarités entre sécurité alimentaire et nutrition présentent également une opportunité

Pour les besoins de notre analyse, nous établissons une distinction entre sécurité alimentaire et nutrition. La sécurité alimentaire se concentre sur la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité des aliments, alors que nous considérons que la nutrition se concentre également sur la qualité et la diversité des aliments qui permettront une bonne santé et un bien-être humains²⁰. La nutrition implique également une attention plus large que la simple alimentation consommée vers d'autres voies pertinentes, comme la prévention des maladies infectieuses qui peuvent provoquer la malnutrition.

Pour notre analyse, cela nous permet d'identifier des documents politiques qui envisagent la sécurité alimentaire en termes de disponibilité et de production, sans suffisamment considérer la qualité des aliments et leurs implications nutritionnelles. Tout en reconnaissant que les efforts visant à améliorer la sécurité alimentaire ont également d'importants avantages pour la nutrition, tels qu'un meilleur accès à une alimentation saine, la sécurité alimentaire à elle seule est nécessaire mais ne suffit pas pour garantir une bonne nutrition. Par exemple, les investissements visant à accroître les rendements agricoles pourraient ne pas aboutir à une amélioration de la nutrition ou de la santé s'ils n'améliorent pas à la fois l'accès à suffisamment de calories et à une alimentation de haute qualité et riche en nutriments essentiels²¹. Si nous ne cibons pas explicitement la nutrition, nous courons le risque de nous concentrer excessivement sur la suffisance calorique plutôt que sur une alimentation sûre, nutritive, diversifiée et saine.

²⁰ Ruel, 2013

²¹ Ruel, 2013

Figure 3 : Mentions entre sécurité alimentaire et nutrition dans les CDN et les PNA

Source des CDN : *Registre des CDN de la CCNUCC, version de juin 2023*

Source des PNA : *Registre des PNA soumis à la CCNUCC, versions de juin 2023*

Au cours de nos recherches, nous sommes tombés sur un nombre important de documents politiques contenant le mot « sécurité alimentaire » mais pas « nutrition ». 73 % des CDN et 95 % des PNA mentionnent le mot-clé sécurité alimentaire, contre seulement 40 % des CDN et 79 % des PNA qui mentionnent le mot-clé nutrition. Sans nier que la sécurité alimentaire a également des impacts positifs sur la nutrition, cette dernière en elle-même doit figurer en tête des priorités politiques afin d'atténuer les impacts à long terme sur la santé et le bien-être humains au-delà de la faim et de la subsistance.

La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreuses opportunités dans lesquelles la nutrition peut compléter les priorités existantes en matière de sécurité alimentaire. De nombreuses initiatives du FVC ciblent l'alimentation et l'agriculture. De nombreuses CDN mentionnent la sécurité alimentaire et certains concepts connexes tels que la transformation, l'emballage, la distribution et l'entreposage. Les décideurs politiques et les acteurs concernés doivent réfléchir spécifiquement à la nutrition et les intégrer dans les politiques et stratégies, afin de catalyser des résultats importants pour l'amélioration de la nutrition.

Il existe actuellement un manque de définitions, de concepts et de mesures communes entre les acteurs du climat et de la nutrition, ce qui freine la rapidité des progrès et de l'action

La grande quantité de concepts différents en matière de climat et de nutrition utilisés est susceptible de créer plus de confusion que de consensus lorsqu'il s'agit de passer à l'action. De nombreux documents politiques utilisent des termes de manière interchangeable et manquent de précision quant à leur lien avec des actions concrètes (par ex. intelligent pour le climat, sensible au climat, résilient au climat, riche en nutriments, sensible à la nutrition). Dans nos recherches, nous avons rencontré des acteurs clés qui comprennent tous ces concepts de manière légèrement différente. Par exemple, lorsque nous essayons de déterminer l'ensemble de la recherche et du développement (R&D) agricoles qui relie le climat et la nutrition (au titre de l'indicateur 2.1), nous devons d'abord comprendre quelles cultures sont classées comme étant à la fois résilientes au climat et riches en nutriments²². L'absence de consensus sur bon nombre de ces définitions rend une telle analyse difficile.

Ce manque de clarté affecte également la précision de notre analyse sur les liens climat-nutrition. Diverses méthodes sont utilisées pour mesurer, surveiller et évaluer les données.

²² Pour en savoir plus à ce sujet, consultez le panel B sous l'indicateur 2.1.



Des différences qualitatives sont à prévoir, compte tenu des nuances dans les interprétations subjectives. Les différences quantitatives sont un peu plus préoccupantes. Lors de l'évaluation du montant du financement du FVC destiné à la nutrition, par exemple, nous avons envisagé d'utiliser le code-objet existant de l'OCDE pour la « nutrition de base ». Selon cette méthodologie, nous constaterions que 0 % du financement du FVC cible explicitement la nutrition. Cependant, dans notre analyse, nous publions les résultats basés sur l'analyse des propositions de financement pour chaque projet du FVC de 2021 à 2022 et avons constaté que 3 % du financement du FVC cible la nutrition. En l'absence d'une mesure convenue dans les données de financement, il est difficile de trouver une méthodologie qui capture avec précision le financement pour la nutrition tout en restant applicable à de vastes ensembles de données. De plus amples détails sur notre approche peuvent être trouvés à l'annexe 2. Rendre obligatoire et standardiser la déclaration des financements pour la nutrition et le climat apporterait beaucoup plus de clarté sur le financement total²³.

L'intégration entre climat et nutrition est particulièrement faible au sein du secteur privé

Les deux indicateurs liés à l'action du secteur privé montrent tous deux des niveaux d'intégration très faibles entre nutrition et climat. Aucune entreprise WBA ne se classe au plus haut niveau d'intégration climat-nutrition (niveau 4), 72 % d'entre elles n'ayant aucun lien entre climat et nutrition (niveau 1). 95 % des engagements RNM n'avaient également aucun lien entre le climat et la nutrition. Nous ne disposions pas de données suffisantes pour évaluer le nombre de fonds d'investissement à impact alimentaire qui prennent en compte le climat, car il s'agit d'un domaine émergent pour lequel les données sont peu disponibles. Cependant, le manque de données probantes dans ce domaine suggère que le financement du secteur privé en faveur du climat et de la nutrition est également faible.

La mise en place d'incitations est un moyen pour les acteurs du secteur privé d'améliorer les liens climat-nutrition. Le financement mixte est une solution susceptible de réduire les risques liés aux investissements, d'améliorer les rendements financiers et d'accroître les impacts. Les exemples incluent les obligations à impact social ou les obligations vertes. D'autres outils politiques incluent la promotion d'environnements réglementaires favorables tels que des avantages fiscaux pour les investissements dans le domaine du climat et de la nutrition ainsi que les marchés publics auprès des entreprises qui adoptent des pratiques préférentielles, et des approches renforcées en matière environnementale, sociale et de gouvernance (ESG). Il existe de nombreuses opportunités pour accroître les contributions du secteur privé au lien climat-nutrition.

Des lacunes critiques subsistent dans les données sur l'intégration entre climat et nutrition

Cinq indicateurs n'ont pas été évalués en raison du manque de connaissances, de preuves ou de bases de données sur ce sujet. Le Global Impact Investment Network (GIIN) dispose de données sur les financements qui ciblent largement les ODD liés au climat et les ODD liés à la nutrition au niveau du portefeuille, mais il n'existe actuellement aucun moyen de le déterminer au niveau granulaire.

La plupart des 20 indicateurs seraient saisis avec plus de précision si les capacités de données étaient renforcées. D'autres difficultés provenaient des différents cadres utilisés par les différentes organisations. Il est justifié de consacrer davantage de ressources au suivi et à la diffusion de bases de données centrales dans ces domaines.

²³ L'utilisation du marqueur CAD-OCDE contribuerait grandement à la réalisation de cet objectif. La FAO utilise actuellement neuf marqueurs politiques du CAD-OCDE pour caractériser l'ensemble de son portefeuille, y compris les marqueurs de nutrition, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation au changement climatique. Plus de détails à ce sujet peuvent être trouvés à l'annexe 2.

Opportunités de progrès en matière de climat et de nutrition

Pilier 1 : Mise en œuvre, action et soutien

- ▶ Augmenter l'intégration des considérations nutritionnelles lors de l'élaboration de CDN mises à jour
- ▶ Tirer parti des niveaux élevés de considération de la sécurité alimentaire dans les CDN et les PNA, et les étendre pour prendre également en compte les interventions et politiques nutritionnelles
- ▶ Tirer parti des niveaux actuels de compréhension des liens climat-nutrition dans les PNA et les PNN en vue de les catalyser en stratégies orientées vers l'action²⁴.

Pilier 2 : Renforcement des capacités, transfert de données et de connaissances

- ▶ Toutes les parties prenantes pourraient profiter des niveaux élevés d'intégration de la nutrition dans les rapports actuels du GIEC pour maintenir ou accroître les considérations nutritionnelles dans les futurs rapports
- ▶ Les acteurs du climat et de la nutrition pourraient faire pression pour que les considérations climatiques soient davantage prises en compte dans les engagements du Rapport mondial sur la nutrition, en particulier pour les gouvernements des pays, lors du prochain sommet Nutrition pour la croissance (N4G) en France en 2024
- ▶ Les États membres pourraient faire davantage pour développer des EV sur le changement climatique et la santé, tout en renforçant les sections sur la malnutrition et les maladies d'origine alimentaire
- ▶ Les agences de développement pourraient se réunir afin de garantir que les données et les connaissances sur les liens entre la nutrition et le climat soient accessibles aux décideurs à tous les niveaux, en exploitant et en complétant les portails de données et de preuves existants pour relier les données probantes sur le climat et la nutrition

Pilier 3 : Politique et stratégie

- ▶ Les principales parties prenantes pourraient faire davantage pour développer des bases de données couvrant des sujets pertinents pour le lien politique entre le climat et la nutrition, tels que les NUS, les cultures biofortifiées, les campagnes pour une alimentation saine et les systèmes de contrôle alimentaire pour améliorer la sécurité alimentaire – cela servirait à améliorer les capacités d'élaboration des politiques
- ▶ Les pays peuvent examiner les versions actuelles des FBDG sous l'angle du climat et apporter des modifications pour accroître les considérations climatiques dans les nouvelles versions des FBDG
- ▶ Les décideurs politiques nationaux, aux niveaux national et infranational, peuvent ajouter des critères obligatoires de durabilité environnementale et nutritionnelle dans les politiques publiques d'achat de produits alimentaires

Pilier 4 : Investissements

- ▶ Les donateurs pourraient standardiser la déclaration des financements destinés à la nutrition et au climat en utilisant une mesure commune dans la communication des données d'APD
- ▶ Les mécanismes de financement climatique pourraient considérer plus explicitement les actions nutritionnelles (spécifiques et sensibles)
- ▶ Les entreprises pourraient faire davantage pour relier leurs stratégies, plans et ressources en matière de climat et de nutrition, en vue de les traiter de manière holistique et intégrée

²⁴ Le document I-CAN publié par la FAO (2023) : « *Climate Action and Nutrition: Pathways to Impact* » (Action pour le climat et nutrition : voies vers l'impact), fournit un aperçu approfondi de quatre systèmes fondamentaux : l'agroalimentaire, l'eau, la protection sociale et les systèmes de santé, dans lesquels des mesures peuvent être prises pour améliorer davantage les actions en matière de climat et de nutrition. Nous vous recommandons de lire cet article pour une meilleure compréhension de l'I-CAN dans son ensemble et pour un aperçu plus approfondi des liens climat-nutrition.